Vendredi 9 novembre 1979 – No 1163

BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 226 72 D La Source. 2 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Le régime du secret

« *IL n'y a pas d'affaire Boulin* » déclarait Barre mercredi 7 novembre à l'Assemblée nationale. Interrogé pour la première fois en séance sur les « affaires » qui alimentent depuis plusieurs semaines les conversations de couloir de tous les députés, le gouvernement a choisi de répondre par le silence et la dénégation. Quand le porte-parole du groupe socialiste, observant que les plus hauts responsables de l'État ont été mis en cause et pose la question : « *Les intéressés veulent-ils s'expliquer devant le peuple français* ? », Barre s'en tire avec des pirouettes et entonne à nouveau l'air de la calomnie. Voilà comment fonctionne dans la démocratie française le contrôle des élus sur le pouvoir.

Mardi soir, les hasards de la programmation avaient placé, aux *Dossiers de l'Écran* d'Antenne 2, le garde des sceaux, Peyrefitte, sous les éclairages d'un plateau de télévision et surtout l'ont soumis au feu des questions téléphonées traditionnelles à cette émission. Ce soir-là, massivement et sans l'habituel dosage entre les pour et les contre, s'est exprimée une défiance profonde à l'égard du fonctionnement de l'appareil judiciaire.

Les téléspectateurs dénoncèrent le détournement de la justice au profit des riches et des puissants. Et aussi la justice étoufoir, habile à faire traîner et enterrer certaines affaires au gré des intérêts du pouvoir. Les noms de Ben Barka, de De Broglie, de Goldman et d'autres furent évoqués. Quant aux questions sur le suicide du ministre du travail, elles se heurtèrent au mutisme hautain et agacé du ministre, pourtant lui-même mis en cause.

Puisque l'on parle aujourd'hui abondamment de climat de crise politique dans notre pays (c'est entre autres le diagnostic à peu près unanime de la presse étrangère), ne faut-il pas en voir des manifestations concrètes dans ces deux épisodes récents, l'un parlementaire, l'autre télévisé ?

En effet, on ne saurait parler de crise politique dans le sens où Giscard serait en mauvaise posture face à des concurrents prêts à lui ravir le pouvoir. De ce côté, il semble bien que les rumeurs d'élections anticipées aient provoqué plus de craintes que de joie dans les états majors des grands partis. Encore que dans ce domaine, tout ne soit pas dit : nul ne peut dire avec certitude quelle sera l'attitude du groupe RPR dans le vote sur le budget de l'État et de leur côté, les socialistes semblent décidés à tirer parti du discrédit moral qui frappe le gouvernement pour se renforcer face à la majorité.

En fait, si l'on peut parler de crise, celle-ci réside plutôt dans la défiance grandissante des Français, non pas seulement à l'égard d'un homme (Giscard) et de sa politique (Barre), mais à l'égard du régime lui-même. Un régime dont les méthodes de gouvernement s'appellent : secret, dissimulation, mensonge, fausses promesses et bourrage de crâne.

C'est dans le silence calfeutré des conseils d'administration que sont décidées les fusions, les restructurations qui viennent chaque jour grossir les rangs d'un million et demi de chômeurs.

Ce sont des tartuffes repus qui, avec des mines de catastrophe, viennent prêcher aux travailleurs les vertus de l'abstinence et de l'austérité. Or, chacun voit de mieux en mieux que ces prédicateurs de la solidarité ne pensent qu'à arrondir les profits capitalistes et « à se sucrer » eux-mêmes sur le dos du peuple. On nous rebat les oreilles des sacrifices nécessaires à consentir mais, dans le même temps, les inégalités n'ont jamais été aussi grandes.

(Suite page 3)

Pierre MARCEAU

Moment test pour les luttes

A DUCELLIER :
– Vives réactions populaires après l'intervention policière ..... Voir page 3

DANS LE TRANSPORT AÉRIEN :
– Mouvement toujours solide chez les aiguilleurs ;
– Journée de grève à Air-France jeudi.
..... Voir page 4

ALSTHOM :
– A Belfort, les travailleurs se prononcent ce jeudi sur les propositions dérisoires de la direction ;
– A Saint-Ouen, le moral est bon après la constitution du « trésor de guerre » (pièces de machines démontées) – Voir notre édition de mercredi ;
– Voir également en page 4 la situation à Saint-Florent.

APRES LA CONFERENCE HUMANITAIRE SUR LE CAMBODGE

Que veut donc Hanoï ?

Après la conférence sur l'aide humanitaire au peuple cambodgien (dont nous avons vu toutes les limites dans notre précédente édition), l'ambassadeur du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh à Moscou a tenu une conférence de presse à New-York.

IL a d'abord évoqué tous les « succès » économiques ou culturels remportés par les autorités pro-vietnamiennes au Cambodge : écoles, hôpitaux, usines, cultures, etc. Si tel était effectivement le cas, une question de bon sens s'imposerait : pourquoi des centaines de milliers de réfugiés fuient-ils leur pays depuis l'invasion vietnamienne ? Pourquoi *toutes* les organisations humanitaires qui reviennent de Phnom Penh (qu'il s'agisse de la Croix-Rouge internationale ou d'organismes proches du PCF comme le Secours populaire ou le Comité français d'aide médicale et sanitaire) font-elles état de famine endémique, de maladies disparues depuis longtemps ailleurs comme le charbon, d'épuisement général de la population ?

Sur le plan de l'agriculture, alors que Phnom Penh prétend qu'elle se développe, même le Secours populaire français, par la bouche de sœur Van Der Meersch, a reconnu qu'il n'y avait pratiquement aucune culture de faite. Tragique constat que le Secours populaire justifiait en disant qu'on ne pouvait pas demander à des gens qui avaient vécu plusieurs années trop pénibles de travailler.

PAS DE CULTURES

A ce sujet, d'autres explications sont données par les réfugiés qui fuient les zones sous contrôle vietnamien : c'est ainsi que l'envoyé spécial du *Matin de Paris* écrivait mardi 6 novembre : « *A Siem Reap, ils (les Vietnamiens) ont demandé aux paysans de remettre leurs faucilles aux autorités afin, est-il expliqué dans un avis au public, "de procéder à la récolte collective et de stocker". Le même témoin rapporte qu'à Pursat, un cultivateur qui a tenté de récolter son riz en cachette, sa famille étant « à bout », a été « blessé à coup de fusil par l'autorité ». La confiscation des faucilles est confirmée par de nombreux réfugiés. Certains précisent que l'accès des rizières est actuellement interdit par des soldats.* »

Ces témoignages confirment, notons-le, ce que disent depuis longtemps les Cambodgiens résistants regroupés dans les maquis.

CHANTAGE

Lors de la conférence de presse, le représentant de Phnom Penh a tenu à déclarer, à propos du débat du 12 novembre à l'ONU sur le Cambodge : « *Si ce débat se déroule hors de la présence du représentant légitime du Cambodge, nous le considérerons comme nul et non avenu et comme une ingérence dans les affaires intérieures de notre pays* ».

Cette déclaration vise évidemment à faire reconnaître le régime pro-vietnamien et à le faire admettre par l'ONU, alors que celle-ci, à la majorité, a voté en septembre pour le maintien du Kampuchea démocratique, siégeant dans les zones de maquis.

Pourquoi Phnom Penh remet-il une nouvelle fois sur le tapis cette question pourtant déjà réglée, il y a un mois et demi ?

Il semble qu'en se montrant intransigeant sur le contrôle et la distribution des aides internationales,* Phnom Penh espère que certains pays occidentaux seront prêts à reconnaître le régime pro-vietnamien ; en échange de quoi, Hanoï et Phnom Penh accepteraient enfin d'accorder quelques facilités à la distribution des aides.

Ce chantage se confirme quand on voit que le représentant de Phnom Penh ne s'est pas gêné pour dire que les propositions françaises d'avoir d'autres voies d'accès au Cambodge pour la distribution des aides étaient sans intérêt. Les pays occidentaux se laisseront-ils prendre à ce chantage ? Ou essaieront-ils d'obtenir de Hanoï et de Phnom Penh qu'un contrôle international effectif et sans condition soit fait sur la distribution des aides ? La question reste posée.

HR - QDP
Claude LIRIA

*Note : Le prince Norodom Sihanouk a adressé une lettre au dirigeant vietnamien, Pham Van Dong, pour lui demander l'ouverture de reoutes permettant l'arrivée des aides. La lettre a été renvoyée à l'expéditeur. Sans commentaire.

LE PRESIDENT HOUA GUOFENG
TERMINE SON SEJOUR EN EUROPE OCCIDENTALE

« C'est avec un sentiment de satisfaction que nous retournons en Chine »

A l'issue de sa visite dans quatre pays d'Europe occidentale, le premier ministre chinois Hua Guofeng a fait une déclaration à la presse le mardi 6 novembre, à l'aéroport de Rome, au moment de s'envoler pour Pékin. Qualifiant sa visite de *« succès total »*, il a dit notamment : *« C'est avec un sentiment de satisfaction que nous retournons en Chine »*.

« NOTRE VISITE AVAIT POUR BUT DE RENFORCER L'AMITIÉ »

Hua Guofeng a indiqué : *« Nous avons eu des entretiens amicaux, profonds et fructueux avec les dirigeants des quatre pays visités et nous sommes parvenus à une profonde identité de vues sur le développement ultérieur des relations bilatérales et le renforcement de la coordination et de la coopération dans les affaires internationales.*

Nous avons aussi eu des contacts avec des amis sincères, anciens et nouveaux, de différents milieux des quatre pays, admiré leurs réalisations dans divers domaines et acquis bien des connaissances utiles. Notre visite en Europe occidentale avait pour but d'accroître la compréhension, de renforcer l'amitié, de développer la coopération avec les pays d'Europe occidentale et de maintenir en commun la paix. Je crois que notre but est atteint ».

« LA COOPERATION AMICALE CONNAITRA UN NOUVEL ESSOR

Il a poursuivi : *« Notre pays a toujours attaché une grande importance au développement de ses relations avec les pays ouest-européens, car cela ne concerne pas seulement les intérêts de nos deux parties, mais aussi la situation d'ensemble qu'est la paix et la stabilité dans le monde.*

Nous estimons qu'une Europe occidentale indépendante et en sécurité, dotée d'une économie et de sciences et techniques avancées est un facteur important pour la sauvegarde de la paix et de la stabilité mondiales. La Chine espère voir une Europe forte et unie, et l'Europe occientale souhaite de son côté une Chine puissante et prospère. Grâce à ce voyage, nous sommes convaincus que la coopération amicale dans les domaines politique, économique, scientifique, technologique et culturel entre la Chine et les pays d'Europe occidentale connaitra un nouvel essor ».

« JE SOUHAITE DE TOUT COEUR QUE CETTE PRECIEUSE AMITIE S'ACCROISSE »

Au moment de dire au revoir à l'Europe, le premier ministre Hua Guofeng a tenu à remercier une fois encore les gouvernements ouest-européens, ainsi que leurs peuples pour l'hospitalité chaleureuse qui lui a été réservée : *« Depuis plus de vingt jours*, a-t-il dit, *nous sommes pris dans le tourbillon des sentiments d'amitié sincère des peuples ouest-européens envers le peuple chinois, ce souvenir sera pour nous inoubliable »*.

Hua Guofeng a conclu en disant : *« C'est avec l'amitié sincère du peuple chinois, fort de neuf cents millions d'hommes, envers les peuples européens que je suis venu. Je repars maintenant chargé des profonds sentiments d'amitié des peuples européens envers le peuple chinois. Je souhaite de tout cœur que cette précieuse amitié s'accroisse au fil des jours et que les peuples des pays ouest-européens remportent de nouveaux succès. »*

HR - QDP
Henri BERTHAULT

BOLIVIE : UNE SEMAINE APRES LE COUP D'ETAT

Le nouveau régime fait face à un isolement complet à l'intérieur comme à l'extérieur du pays

HUIT jours après avoir pris le pouvoir par un coup d'Etat militaire, le colonel Natusch Busch, qui continue à prétendre bénéficier d'une *« légitimité populaire »* voit s'élargir l'opposition à toutes les couches sociales du pays. La grève générale de la COB (Centrale ouvrière bolivienne) se poursuit, soutenue massivement par le secteur combatif des mineurs d'étain, les journalistes pour leur part sont en grève illimitée contre la censure.

Le *Comité pour la défense de la démocratie* s'est constitué au lendemain du putsch et réunit l'ensemble des forces politiques contre la dictature. Le gouvernement renversé est rentré dans la clandestinité d'où il appelle à la lutte. La police qui ne soutient pas le coup d'Etat refuse de réprimer l'insurrection populaire armée qui s'étend. Des divisions apparaissent même au sein de l'armée, certains secteurs refusant de continuer à apporter leur soutien aux auteurs du coup d'Etat.

Malgré la résistance unanime contre le putsch, le colonel Natusch Busch qui semblait hésiter un moment sur la marche à suivre, a démenti formellement les rumeurs sur sa démission et s'est refusé, selon ses propos, à *« revenir en arrière »*.

Les combats entre manifestants et soldats ont fait à ce jour, au moins une soixantaine de morts et plusieurs centaines de blessés. A cet isolement total à l'intérieur du pays, vient s'ajouter l'isolement du régime à l'étranger. A l'heure actuelle, aucun pays ne l'a reconnu, pas même les Etats-Unis qui n'ont pas répondu à la demande d'échange de relations diplomatiques adressée par La Paz.

Frank ROUSSEL
HR-QDP

IRAN : APRES LA DEMISSION DU GOUVERNEMENT BAZARGAN

Le « Conseil de la révolution » se voit confié par Khomeiny une série de réformes

Tandis que certaines informations parvenant de Téhéran font état de l'ouverture prochaine de négociations avec Washington, à propos du personnel de l'ambassade toujours retenu par les étudiants islamiques, l'ayatollah Khomeiny s'est officiellement prononcé pour que cessent les marches de protestation contre l'impérialisme US qui créent selon lui une *« tension alors que le pays est dans une phase de confrontation avec les grandes puissances »*.

D'autre part, les rumeurs selon lesquelles les exportations de pétrole iranien à destination des États-Unis seraient suspendues, ont été démenties à Téhéran, notamment par le ministre du pétrole.

Pour leur part, les États-Unis ne semblent pas vouloir envenimer leurs relations avec l'Iran et le département d'État s'est déclaré *« confiant »* dans les assurances données par les autorités iraniennes concernant la sécurité des Américains. Toutefois, les USA ont conseillé à leurs ressortissants d'évacuer l'Iran. Le Conseil de la révolution, devenu l'unique organe du pouvoir exécutif à la suite de la démission du gouvernement Bazargan, se voit confier par Khomeiny d'importantes réformes dont la mise en œuvre d'une réforme agraire.

AVEC les exigences des étudiants islamiques qui ont réaffirmé leur décision de poursuivre l'occupation de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran jusqu'à la satisfaction de leurs revendications (extradition du Shah et rupture des relations diplomatiques avec les USA), avec les pressions de certains groupes qui proférent les menaces les plus radicales contre les Etats-Unis, la protestation anti-américaine a pris des proportions telles que l'ayatollah Khomeiny a jugé bon de demander l'arrêt des manifestations. Celui-ci a notamment déclaré : *« A ce stade où la nation est confrontée aux grandes puissances, il ne faudrait pas créer une tension sur des sujets de cette sorte »*, ajoutant que *« ces marches vont à l'encontre des intérêts de l'Islam »* et sont mises à profit par *« des éléments qui ne cherchent qu'à créer le désordre et le trouble »* et qui *« s'infiltrent pour dévier le cours normal de la révolution »*. Cette dernière mise en garde pourrait s'adresser notamment au parti Toudeh qui ne soutient les manifestations d'anti-américanisme que pour mieux accréditer l'idée que l'impérialisme US est le seul danger pour l'indépendance de l'Iran et faire oublier ainsi celui que représentent les pressions de la superpuissance soviétique voisine.

La situation actuelle est telle en Iran que le contrôle qu'en a le régime de Khomeiny parait relatif : de nombreuses villes du Kurdistan échappent totalement au contrôle du gouvernement central, on assiste à un essor des manifestations en Azerbaïdjan et la situation économique se détériore. La situation créée sur la base de problèmes économiques et sociaux, de problèmes de minorités, problèmes non résolus, et qui ne peut que susciter le mécontentement justifié des masses, peut être propice à des provocations encouragées par des forces pêchant en eau trouble, notamment au profit des superpuissances.

Pour sa part, Khomeiny, confronté à la fragilité de son pouvoir, semble soucieux des risques d'aggravation de la situation. Il a maintenu en fonction la commission chargée de négocier avec la résistance kurde d'une part et il a confié au Conseil de la révolution la mise en œuvre de réformes importantes. L'unique organe exécutif qui subsiste à la suite de la démission de Bazargan, se voit confier la charge d'achever l'épuration de l'administration, de mettre en œuvre une réforme agraire et d'assurer le bien-être des *« mostazafin »* (déshérités). L'avenir dira s'il s'agit là d'une volonté effective de s'attaquer au problème du chômage et des conditions de vie difficiles des masses ; mais, le régime en a-t-il les moyens ? La tâche à accomplir est immense et devrait être menée dans un délai de ... deux mois, du moins selon ce qu'a fixé Khomeiny. D'ici deux mois, le pays devrait être doté d'une nouvelle Constitution, d'un parlement et d'un président de la République élus, la préparation de ces différentes élections étant également confiée au Conseil de la révolution.

Si un certain nombre de réformes ne sont pas mises en place, notamment pour le redressement et le développement économiques de l'Iran, ce sont les acquis mêmes de la lutte du peuple iranien, en particulier dans le domaine de l'indépendance, qui pourraient être remis ne cause.

Franck ROUSSEL
QDP-HR

COREE DU SUD

Après l'assassinat de Park Chung-Hee

C'EST ce mardi 6 novembre que les autorités militaires sud-coréennes ont rendu publique une version officielle de l'assassinat, le 26 octobre dernier, du président Park Chung-hee. Cette version écarte la participation de militaires au complot, qui serait l'acte d'un homme seul — Kim Jae Kyn, chef de la KCIA — aidé par cinq de ses subordonnés. Cependant, selon le communiqué de la commission d'enquête, d'une part Kim sera jugé par une cour martiale au cours d'un procès public ; d'autre part, 111 personnes ont été interrogées et 33 sont encore gardées à vue.

Selon l'opposition au régime de Park, en ce qui concerne l'évolution de la situation, *« la population attend quelque chose qui tarde à venir »*. Si le pouvoir attend trop longtemps pour amorcer ses intentions, c'est à une nouvelle vague de mécontentement (grèves, manifestations) auquel le pouvoir va être confronté.

Un des principaux chefs de l'opposition, Kim Young-Sam, a déclaré lundi au cours d'une conférence de presse, (dont le contenu dans la presse a été censuré par les autorités militaires), que la Constitution devait être révisée. Président du « Nouveau parti démocrate », il avait été expulsé du Parlement en octobre, ce qui avait d'ailleurs entrainé la démission en bloc des députés de l'opposition. Se pose aujourd'hui la question de l'annulation de cette expulsion.

Il y aurait à l'heure actuelle plus d'un millier de prisonniers politiques : les chrétiens considèrent que la mesure la plus urgente à prendre est précisément la libération de tous les prisonniers politiques.

Pour l'instant, la majorité gouvernementale refuse toutes ces demandes.

Claude LEBRUN
HR-QDP

Manifestation des « Ducellier »

VERGONGHEON (43)

Ducellier-Grosmesnil : 6e semaine de grève

L'usine Grosmenil à Vergongheon (Haute-Loire) fait partie du groupe Ducellier qui fabrique des allumeurs et bobines pour voitures. Elle emploie 1 700 à 1 800 personnes dont 1 500 à 1 600 ouvriers, en majorité des femmes qui sont OS sur les chaines.

L'usine se trouve dans le bassin minier. Il vaut mieux dire l'ex-bassin minier depuis qu'on a liquidé les mines. Ici, comme à Denain dans le Nord ou à Alès dans le Gard, nous sommes dans une région ouvrière. La présence d'une forte colonie polonaise, les immigrés de la génération d'avant-guerre, manifeste la présence de ce passé ouvrier et minier. Les vestiges de la mine encore présents, les cités ouvrières donnent à cette partie de la vallée de l'Allier un paysage qui n'a rien d'« auvergnat », un paysage industriel qui rappelle le Nord. Ici aussi, comme à Denain, comme à Alès, la présence de ces traditions et de ce passé se manifeste par une forte implantation de la CGT et une présence certaine du PCF. La CFDT est quasi-absente du bassin.

C'est dans ce bassin où Ducellier sévit. Après la fermeture des mines, avec la montée du chômage, il reste le seul exploiteur sérieux et de poids dans la région. Situation qu'il ne manque pas d'exploiter à fond en menant un chantage à la crise et à la fermeture alors que, d'après les revues patronales, en 1978, il a réalisé 6 milliards de bénéficies sur le dos de ses ouvriers. A Grosmesnil, il y a des salaires de 2 200 F.

Après l'évacuation de l'usine Ducellier par la police le 5 novembre, nous publions ci-dessous l'interview d'un responsable CGT qui donne une idée de la solidité de cette lutte et de la solidarité qu'elle recueille .

Elle date d'avant l'intervention policière qui a suscité une réaction de la population « jamais vue depuis 1948 » comme le raconte le journal régional, *la Montagne*. *« A peine une heure plus tard* (après l'intervention policière - NDLR) *les cloches de toutes les églises du bassin minier sonnent à la volée, s'associant au mugissement lancinant des sirènes (...) Dans le matin naissant, ils sont peut-être 2 000, 3 000 à entourer l'usine »*.

Des milliers de travailleurs ont manifesté ensuite, de Ste-Florine à Brassac, de Brassac à Chanonat puis à Issoire, à pied, en voiture et enfin Chamalières à la station FR 3-Auvergne.

Giscard était dans les parages...

Depuis ce lundi 5 novembre, la détermination des grévistes n'a pas faibli : blocage du train « Le Cévenol » par un millier d'ouvrières, 5 000 manifestants mardi à Chanonat (où se trouve l'un des châteaux de Giscard). De plus, le licenciement de trois militants CGT a été annulé.

Peux-tu faire un rapide historique du mouvement ?

— Le mouvement est parti le 24 septembre aux chaines de montage sur un problème de classification. Mais il s'est tout de suite élargi à toute l'usine sur la question du pouvoir d'achat. Une revendication s'est imposée, unifiant tout le monde : 400 F pour tous, c'est-à-dire 2 600 F minimum pour les salaires les plus bas.

Au départ, il y a eu simplement blocage des quais (départ des camions) par les ouvriers et la liberté pour tous d'aller et venir dans l'usine (aucune entrave à la liberté du travail). Le mouvement est largement majoritaire.

Une réunion de « négociation » a été organisée au Puy entre les syndicats et la direction avec la présence du directeur de la main d'œuvre. Par signe de bonne volonté, avant cette réunion, les ouvriers avaient libéré les quais.

Mais à cette réunion, la direction s'est moquée de nous. Elle n'a fait aucune proposition. C'est pourquoi, à la suite, les ouvriers ont décidé l'occupation totale de l'usine. Il est juste de préciser que les travailleurs du 2e collège, techniciens, agents de maitrise, n'étaient pas d'accord avec cette décision. Mais ils suivent quand même le mouvement.

Depuis, la direction n'a fait que de très vagues propositions. Elle serait d'accord pour revoir les classifications et les cas particuliers mais sans aucune précision. Elle serait d'accord pour revoir la question du pouvoir d'achat sur les six derniers mois de l'année, mais en fin d'année et en fonction de la situation de l'entreprise. Or, dans le même temps, elle n'arrête pas de pleurer sur la situation de l'entreprise. Par conséquent, on ne peut lâcher sur de telles promesses.

Comment fonctionne la grève ?

— Tous les jours, il y a assemblée générale et ce sont les travailleurs qui décident. Les techniciens et agents de maitrise font une réunion séparée. Ils sont organisés dans l'UGICT (CGT).

La situation actuelle ?

— La direction a voulu organiser un vote pour la reprise du travail. Et ceci alors qu'elle n'a fait aucune proposition concrète. Elle tente d'utiliser les deux mille chômeurs du bassin contre les grévistes. En osant invoquer le « droit au travail ». C'est pourquoi nous avons appelé les travailleurs à répondre « oui pour travailler », mais à condition que les revendications et notamment les 400 francs soient pris en compte. Et nous irons en manifestation apporter les résultats du vote à la sous-préfecture de Brioude.

D'autre part, il y a une ordonnance de référé depuis vendredi 27 octobre à 18 heures, ordonnant l'évacuation immédiate de l'usine. Mais la police n'est pas encore venue.

Pourquoi à ton avis ?

— A cause de la popularité de nos revendications et le caractère massif de l'occupation de l'usine.

Et les non-grévistes ?

— Il y a eu une opération montée par la direction pour aller à la sous-préfecture demander la « liberté du travail », mais de l'aveu d'ouvriers non-grévistes eux-mêmes, on ne leur avait pas expliqué ce pour quoi ils allaient à Brioude. Il y a aussi une campagne de presse organisée autour des non-grévistes et pour politiser le conflit.

Politiser le conflit ?

— Oui, par exemple, dimanche, on a fait une manifestation où on a appelé tout le monde à nous soutenir. Tous ceux qui le voulaient — partis, associations, etc. Et hier sur FR3-Auvergne, qu'est-ce qu'on a vu ? Une faucille et un marteau. Voilà comment on a présenté notre manifestation. Ici, à la CGT, on n'a pas l'intention de se faire manœuvrer par n'importe quel parti que ce soit. Personnellement, si je pensais que la CGT était ainsi manœuvrée, je la quitterais.

Si à Grosmesnil la lutte et la CGT sont majoritaires, c'est que nous avons pratiqué la démocratie. Avant la grève, nous avions organisé des cahiers de revendications par atelier, par service, par bureau. Tout le monde s'est exprimé.

Le soutien ?

— Nous demandons à chacun de nous soutenir par rapport à son propre combat, sa propre analyse. Nous ne demandons pas d'aumône, que chacun rentre dans la lutte, que ce soit des partis politiques ou autres. Par exemple, pour les commerçants, nous leur disons : s'il n'y a pas d'argent dans le bassin, il n'y aura pas de commerce. C'est votre problème à vous commerçants de défendre votre commerce, et si vous rentrez dans la lutte pour le défendre à nos côtés, on sera plus forts pour obliger Ducellier à négocier.

Nous ne faisons pas d'exclusive, y compris par rapports aux gens d'extrême-gauche. Simplement, on ne veut pas se faire manœuvrer. On ne veut pas que les partis se servent de notre grève. En ce sens, on ne fait pas de politique. Ce qui ne veut pas dire que nous soyons des enfants de chœur, nous sommes tout à fait capables de faire une analyse, de voir qui soutient et qui ne soutient pas. Mais on ne veut pas servir de masse de manœuvre. Les travailleurs sont capables de juger et de voir si tel ou tel parti, telle ou telle organisation, a une attitude conforme à leurs intérêts.

Le 30 octobre 1979
Correspondant HR
Auvergne

Syndicat CGT
Usine Ducellier-Grosmenil
Vergongheon
43360 ARVA

Rachid Kanoté (délégué du foyer Sonacotra d'Ivry) menacé d'expulsion

RACHID Kanote est passé le 24 septembre dernier devant le tribunal de grande instance de Créteil ; suite à ce procès, il devait y avoir une décision ministérielle un mois plus tard.

Motif du jugement : *« a attiré défavorablement l'attention. »*

Aujourd'hui, la décision ministérielle est connue : c'est l'expulsion hors de France. Rachid Kanote est convoqué au commissariat d'Ivry le vendredi 9 novembre à 15 h, ce jour-là, lui sera notifiée la décision d'expulsion.

Il peut être expulsé sur-le-champ.

Un camarade du Comité de soutien d'Ivry.

Suite de la page 1

Il n'est pas une question qui échappe à ce traitement par le secret et la tromperie. Ainsi, des problèmes du nucléaire où l'on pense réduire l'inquiétude et la résistance des populations à coups de CRS et de bobards. Ainsi, des problèmes de politique étrangère dont les événements de Centrafrique ont montré à quel point le gouvernement complice jusqu'au bout possédait les qualités du parjure et du faux-témoin. Jusqu'aux questions de la guerre et de la paix qui sont réglées à l'insu du peuple dans le cadre confidentiel de la diplomatie secrète.

Bref, on est loin de la transparence de l'État devant les citoyens et petit à petit se forme la conscience que gouverner à l'insu des travailleurs, ça ne peut être que gouverner contre les travailleurs. Qu'un pouvoir qui s'acharne à ôter aux citoyens tout moyen de contrôle n'agit ainsi que parce qu'il redoute par-dessus tout ce contrôle. Les tentatives de musèlement de la presse écrite et parlée apparaissent dans ce cadre comme un des principes de fonctionnement de ce régime.

Tout cela va entièrement à contresens des aspirations les plus profondes des travailleurs qui veulent décider eux-mêmes de leur sort, qui veulent maitriser leur destin.

Quant à nous, si nous luttons pour le renversement de ce régime, c'est en particulier parce que seule une démocratie socialiste permettra une avancée décisive dans la réalisation de cette aspiration. Un des critères décisifs du socialisme, de l'exercice du pouvoir par les travailleurs réside justement dans la possibilité qu'ont ceux-ci de contrôler ceux d'entre eux qui sont placés à des postes de responsabilités politique.

Actuellement, nous vivons dans le cadre d'une démocratie bourgeoise, démocratie tronquée, plus qu'on ne saurait le dire. Et dès à présent, alors qu'elle exhale plus qu'à l'accoutumée des relents de pourriture le droit de savoir constitue un enjeu de la lutte de classe. Savoir pour, par la lutte, peser sur les décisions.

Pierre MARCEAU

ASSURANCES VOLONTAIRES

Par ici la monnaie !

« Madame, Nous avons appris votre hospitalisation à l'établissement X, pour une fracture du col du fémur. Vous n'êtes pas sans savoir que cet accident nécessite une hospitalisation relativement longue, suivie, parfois, de cours de rééducation.

« La plupart des gens croient que la Sécurité sociale couvrirait tous les frais entrainés par leur hospitalisation. Si vous le pensez aussi, vous pourriez être désagréablement surprise » (*).

« Je vous informe qu'au bout de soixante jours d'hospitalisation, les personnes âgées ne seront plus couvertes et devront payer 150 F par jour d'hospitalisation. C'est pourquoi la New-Hampshire vous propose ses services. Une cotisation de 35,20 F par mois pour les personnes âgées de 18 à 39 ans, de 116,10 F pour les personnes âgées de plus de 65 ans.

« Cotisations en échange desquelles la New-Hampshire paiera les 150 F perçus par la Sécurité sociale au-delà de soixante jours d'hospitalisation. »

LETTRE de pure imagination... qui, pourtant, prendra corps, tel un rapace lorgnant une nouvelle proie. Les compagnies d'assurance comme la New Hampshire et les Mutuelles du Mans profitent des « trous », à présent non couverts par la Sécurité sociale.

Moi, j'appelle cela la mise en place de deux médecines : une pour les riches, une pour les pauvres. Et vous ?

Pour bénéficier d'un minimum de remboursement, les assurés sociaux devront cotiser en plus de l'assurance-maladie à une assurance maladie volontaire. Mais les compagnies proposeront — et proposent déjà — plusieurs contrats avec des clauses limitatives. La New Hampshire exclut de ses remboursements les indemnités pour avortement, pour les grossesses à complication, les blessures résultant d'une participation volontaire à une grève...

Enfin, comment deux millions deux cent mille personnes âgées qui ne touchent que le minimum-vieillesse, 1 200 F par mois, pourraient se payer la New Hampshire à 116,10 F par mois ?

L'idée de l'ancien secrétaire d'Etat à l'action sociale, Lenoir, de retirer les piles cardiaques aux vieux fait du chemin...

NV

(*) Extrait d'un texte authentique.

Cynisme ou ironie ?

La MGEN propose aux mutualistes âgés d'au moins 65 ans une prestation en cas de décès.

« Soit un capital uniforme que la MGEN versera à votre décès au(x) bénéficiaires (s) désigné (s) par vous suivant l'ordre de la liste établie par la MGEN, à savoir :

– Le conjoint non divorcé, non séparé de corps par jugement.

– A défaut les enfants.

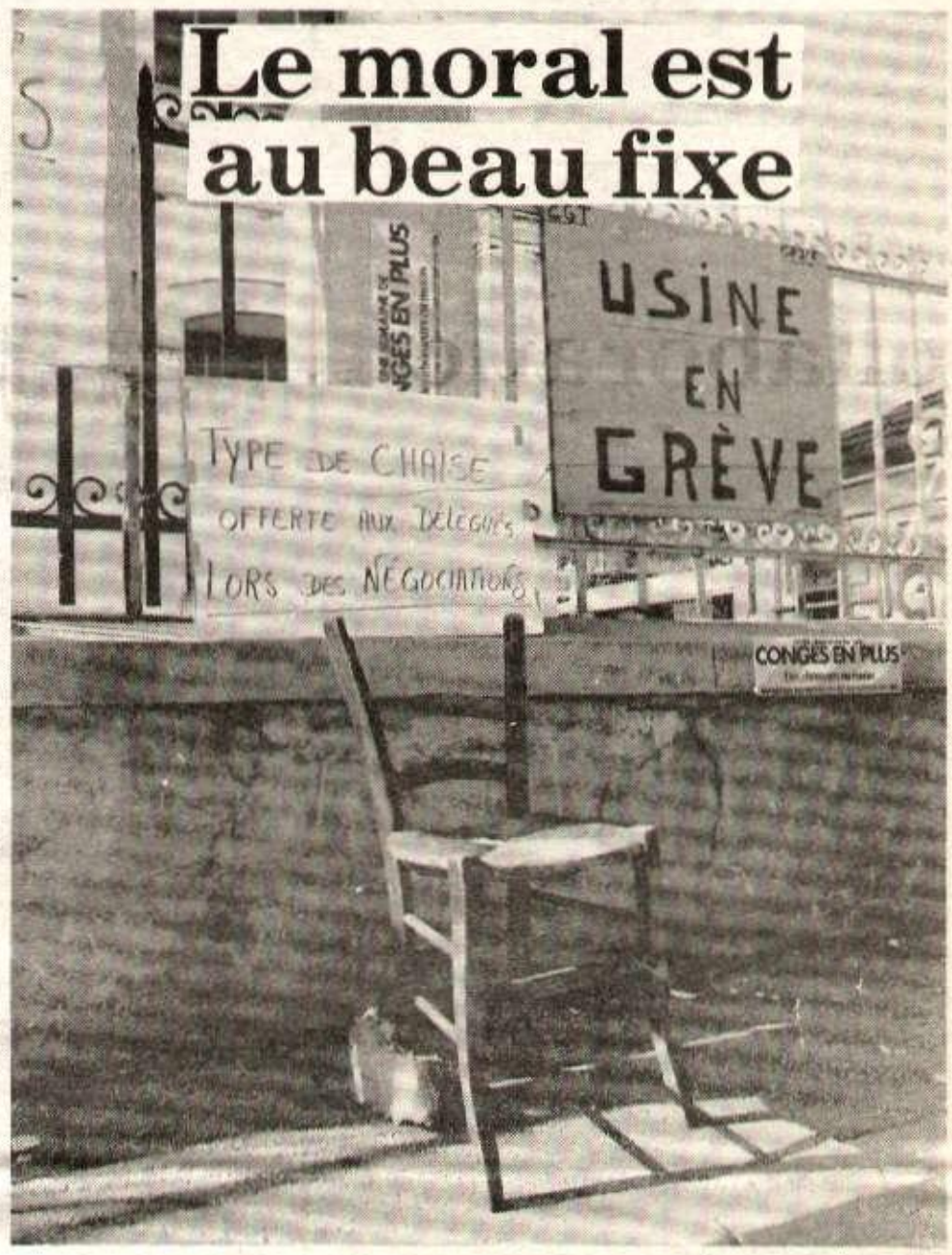
– A défaut, les petits enfants.

– A défaut les ascendants au 1er degré.

– A défaut, la MGEN »...

Ça vaut le coup, non, de payer pour que la MGEN touche, après votre mort, un capital, petite compensation des cotisations que vous ne pouvez plus verser...

ALES-ALSTHOM-ST-FLORENT
ET LA SAFT (FILIALE ALSTHOM)



Le moral est au beau fixe

LES grévistes de l'Alsthom Saint-Florent et de la SAFT viennent encore de réussir une action de popularisation de leur lutte. Mardi 6 novembre, 50 à 60 travailleurs se sont rendus, en car, à Montpellier au studio de FR 3. Les Renseignements généraux qui manifestent beaucoup d'intérêt à tout ce que font les grévistes les ont suivis, si bien que les travailleurs n'ont pas été étonnés de voir le comité d'accueil qui les attendait devant le studio de FR 3 : 150 CRS, plus d'autres forces de police. Ça n'a pas empêché les grévistes d'obtenir du directeur régional que l'on parle de leur lutte pendant 2 mn 40 à la télévision régionale le soir même ! Par cette action, les grévistes qui sont sortis du département du Gard ont commencé à porter leur lutte au niveau de tout le Languedoc et c'est là une chose importante. Auparavant, à Alès même, plusieurs actions de ce genre ont déjà eu lieu : pique-nique devant la gare, ralentissement du trafic routier, manifestation avec les familles dans Tamaris (quartier d'Alès), un gala de basket-ball à leur profit, un spectacle de théâtre, caravane de voitures sillonnant la région d'Alès et, bien sûr, la participation à la manifestation de Paris.

Bref ! Les grévistes ne chôment pas et ça paye. Comme me disait un responsable syndical du CE avec humour : *« Nous sentons un réel "consensus social" autour de nous. »* En effet, les témoignages de soutien de la population sont nombreux et les travailleurs se sentent fort de ce soutien pour continuer la lutte. Pour Tamaris seulement, 3 millions de centimes de solidarité financière ont été récoltés à ce jour. Et sans doute autant, sinon plus, pour Alsthom Saint-Florent.

Cette semaine, les grévistes ont mis sur pied un plan de collecte dans de nombreuses entreprises et d'autres actions spectaculaires... dont nous reparlerons.

A Alès donc, le mouvement et la lutte continuent.

Correspondant régional Languedoc-Roussillon

La grève dans l'aviation civile

Sur quatre centres régionaux, trois sont en grève et s'y maintiennent (techniciens et électroniciens). Les aérodromes les plus importants (21 sur 78) sont également en action.

Contrairement à la présentation qu'a pu en faire le syndicat autonome, c'est une écrasante majorité du personnel concerné qui est dans l'action.

Deux faits nouveaux et importants sont intervenus :

– D'une part, les menaces très directes proférées par le ministre des Transports Le Theule qui viennent s'ajouter aux sanctions, financières pour l'instant, (suppression de primes pouvant amputer le salaire de 30 à 40 %), prises contre le personnel.

– Les prises de positions favorables de la CGC et du FNIOOAC dont témoignent les communiqués ci-dessous (outre les cadres CGT, CFDT).

On peut s'attendre à de nouveaux développements, cette lutte s'inscrivant frontalement contre le plan Barre, tant au niveau de l'emploi que des droits (syndicaux, de grève, etc.) des travailleurs.

MOTION D'ATHIS MONS

« LES ingénieurs soussignés se déclarent solidaires du mouvement revendicatif en cours sur la base de la plateforme intersyndicale du 30 octobre 1979 (...) Ils déclarent par ailleurs être confrontés quotidiennement dans leur travail à une réalité qui dénie les déclarations optimistes du ministre des Transports tant du point de vue des moyens que des effectifs. Ils protestent contre les sanctions qui frappent une nouvelle fois les personnels en lutte. Ils refusent de participer à l'application de cette politique répressive, seule réponse de l'administration aux revendications. Ils demandent l'ouverture immédiate de véritables négociations afin que soient apportées des solutions à ces revendications ».

Syndicat CGT, CFDT, CGC, FNIOOAC.

MOTION D'AIX-EN-PROVENCE

« LES ingénieurs réunis à Aix, à l'initiative de l'intersyndicale CGC, CGT, CFDT, déclarent être solidaires des actions menées par les autres catégories de personnel de l'aviation civile. Ils n'accepteraient pas que l'administration tente de les opposer aux autres catégories du personnel de l'aviation civile ; en cela ils refuseraient de remplacer les personnels des autres corps dans leurs tâches, et de jouer le rôle de premier enquêteur en vue de sanctions personnalisées (...).

Ils rappellent que les ingénieurs tout comme les autres corps de l'aviation civile ont leurs propres revendications à exprimer, jamais satisfaites. Les ingénieurs insistent sur le fait que l'administration a en son pouvoir la solution du conflit en cours et supporte la responsabilité de son prolongement en préférant les sanctions collectives à l'ouverture de réelles négociations. »

CGT, CGC, CFDT

BUGEY (UNITE ALSTHOM EDF)

Les EDF manifestent à la direction régionale à Lyon

SUITE aux grèves du mois d'octobre, quatre délégués CGT de la centrale de Bugey étaient sanctionnés et devaient passer en commission de discipline (ils risquent des mises à pied). Mercredi 7 novembre, à l'appel des sections CGT, GNC (cadres affiliés à la CGT) et de la CFDT, deux cars de travailleurs EDF de Bugey sont descendus à la direction à Lyon (La Part Dieu) pour y rencontrer la direction régionale. Cette dernière a répondu qu'elle maintenait les sanctions.

En sortant en manifestation, les travailleurs de l'EDF ont rencontré ceux de Delle-Alsthom-Lyon en grève qui manifestaient devant FR3-Lyon. Une réelle fraternisation eut lieu, chacun s'informant pour savoir le problème des autres. La lutte des agents EDF ne fait que commencer.

La cellule Jules-Vallès du PCML maintient et renforce son soutien, elle appelle les sections syndicales à envoyer des messages de solidarité aux syndicats CGT et CFDT de Bugey.

* Adresse des syndicats : section CGT ou section CFDT, centrale du Bugey, Loyettes 01.

30e CONGRES DE LA FTM-CGT

Les propositions industrielles : collaboration de classe ou pas ?

Par Charles Malloire

Dans l'édition précédente, nous avons présenté la question qui nous apparait au cœur des travaux du 30e congrès de la Fédération des travailleurs de la métallurgie (FTM) CGT.

Comment notre Parti analyse-t-il la tentative de la FTM-CGT de répondre à la crise par des propositions industrielles et quelle tâche essentielle fixe-t-il aux mouvements revendicatifs ? Tels sont les thèmes traités dans l'article d'aujourd'hui.

LE 30e congrès de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT va devoir définir la politique fédérale pour les trois ans à venir. Quelle place auront les propositions industrielles nécessaires à la définition d'une « *action revendicative qui saura conjuguer les exigences sociales et industrielles dans l'intérêt des travailleurs et du pays* » ? (Extrait de l'avant-projet de document d'orientation soumis au 30e congrès de la FTM). Jusqu'alors, au sein de la CGT, la tentative de conjuguer exigences sociales des travailleurs et exigences industrielles du pays a toujours été l'objet d'une lutte, s'appuyant sur l'opposition à la collaboration de classe. Nous avons à ce propos évoqué ce que disait B. Frachon en 1955 à ce sujet.

Aujourd'hui, les militants syndicalistes qui sont élus dans les CE des entreprises savent bien ce que représente le danger de la collaboration de classe. Ces militants luttent généralement dans ces CE pour obtenir des indications économiques indispensables aux syndicats pour analyser la situation, apprécier à quel moment il faut engager la grève ou mobiliser le personnel en vue d'une restructuration future de l'entreprise.

Tous ces renseignements concernant les investissements, le niveau des charges de travail, les manœuvres des financiers dans le dos et contre les travailleurs, s'obtiennent au prix d'une lutte. L'utilisation de ces renseignements exige une réflexion d'ordre économique sur les différentes politiques industrielles.

Cette réflexion doit-elle conduire à la définition de propositions industrielles ?

Ces mêmes militants savent combien il serait dangereux pour les travailleurs et les organisations syndicales qu'ils représentent de tomber dans le piège mille fois tendu par les patrons dans ces CE, à savoir faire avaliser par les syndicats leurs décisions d'ordre économique ou autre. Que ce soit en matière de chômage partiel, de licenciements, de réduction d'horaire sans compensation, les patrons ont cherché de tout temps à obtenir le soutien des organisations syndicales, à les lier dans un contrat au nom de l'intérêt commun de l'entreprise et des ouvriers ou de l'intérêt commun du pays et des masses populaires. N'est-ce pas le fameux « *consensus social* » ? Lorsque certains patrons mettent comme condition à la garantie de l'emploi, le blocage des salaires, c'est toujours en liant l'intérêt des ouvriers à l'expansion des entreprises, condition de leur existence. Ce que ne disent pas les patrons, c'est que le véritable lien est celui qui existe entre l'exploitation des travailleurs par l'achat au plus bas prix de leur force de travail et les profits que réalise le patronat. Les patrons peuvent philosopher sur la situation économique difficile, il est un fait qu'ils n'arriveront jamais à cacher, c'est que l'expansion des entreprises, le maintien de leur place dans la concurrence internationale sont indissociables de l'exploitation des ouvriers.

Voilà pourquoi les délégués du personnel ou des CE opposent toujours à l'argumentation patronale le fait qu'intérêts fondamentaux et immédiats des ouvriers et expansion des entreprises dans la concurrence internationale ou nationale sont contradictoires.

Ils sont contradictoires dans notre pays compte-tenu des rapports de production existants, des relations d'oppression, de domination, voire, dans certains cas, hégémoniques, qu'entretiennent les pays impérialistes, dont la France fait partie, avec les autres pays.

Ainsi donc, dans le cadre du pouvoir actuel, pouvons-nous envisager la mise en application de propositions industrielles, de restructurations qui maintiennent l'expansion économique de branches d'industries, leur place au niveau mondial dans la concurrence acharnée que se livrent les monopoles et qui, sur le plan social et des conditions de travail, offrent à la classe ouvrière la satisfaction de ses besoins, la garantie de l'emploi ?

Ce serait là une grave et profonde illusion. Ce serait vouloir concilier des intérêts contradictoires, c'est en définitive tenter de réaliser la collaboration de classe.

Il fut un temps où la domination coloniale, l'exploitation honteuse des peuples du tiers monde et de leurs richesses ont permis au patronat, à l'exemple de celui de la France face à la pression des luttes des travailleurs, de satisfaire sur le dos de ces peuples des revendications limitées.

Aujourd'hui ce temps est révolu. L'expansion des entreprises impérialistes qui s'est faite sur la domination impérialiste et coloniale et sur l'exploitation de la classe ouvrière a aujourd'hui pour obstacle la lutte des pays du tiers monde et celle des travailleurs.

Il n'y aura donc pas possibilité de concilier dans le cadre actuel intérêts des entreprises, expansion économique de ces entreprises et intérêts des travailleurs de notre pays. Ainsi donc tombe l'illusion qui conduit à croire qu'avec des restructurations d'un type nouveau, de nouvelles propositions industrielles, comme le pensent certains dirigeants syndicalistes CFDT ou CGT, notamment J.L. Moynot, on peut sortir de la crise.

En fait, la seule issue à la crise du système capitaliste trouve sa solution dans le développement des forces productives qui a pour condition la libération des travailleurs de l'exploitation et dans l'établissement des relations d'égalité et de solidarité entre les pays développés et les pays du tiers monde.

La tâche politique pour la classe ouvrière qui découle de cette situation demeure l'accumulation de forces, d'expérience dans la lutte pour la défense de ses intérêts immédiats et fondamentaux. Cette accumulation de force devant se faire dans la perspective de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir, lutte qui tient compte de la situation intérieure et internationale.

AVEC LE PARTI

BUTIONS.... CONTRIBUTIONS .... CONT

préparons le 4e Congrès — Tribune de discussion

Quelle tactique vis à vis des élections ?

28 octobre 1979

SYNDIQUE CFDT depuis 1964, ancien militant du PS (CERES) en 1971-1972-1973 (n'avais pas rencontré de marxistes-léninistes avant), ancien conseiller municipal ayant réalisé en 1971 l'Union de la gauche dans une ville industrielle de 10 000 habitants. En 1977, lors des municipales, l'*Humanité rouge* a présenté des articles — que je n'ai pu relire — qui parlaient des élections municipales en société « démocratique » capitaliste. Un ou plusieurs parlaient du système de fonctionnement, de gestion, de la dualité des pouvoirs municipalité-préfet. Ils montraient bien les limites de la gestion municipale. Pour moi, ils étaient corrects. Ces articles n'ont jamais été autocritiqués à ma connaissance (ni dans HR, ni dans d'autres textes du Parti).

Elections municipales de 1978 ou 1979, nous présentons des candidats à des partielles. C'était dans le Loiret, région d'Orléans et peut-être aussi ailleurs. Je peux le comprendre : compter l'« audience », la compter (de façon plus ou moins efficace) dans un secteur donné où un travail a peut-être lieu, après des luttes. J'admets que l'on utilise cette tribune. Je l'admets à condition que l'on ne renforce pas l'électoralisme. Je l'admets à condition qu'on dise clairement les choses aux travailleurs sur les élections, les possibilités, qu'il n'y ait pas de tromperie électoraliste.

Dans le No 1151 de l'*Humanité rouge*, le PCML et le PCR appellent à voter PC-PS à Aix. C'est pas dit comme ça, reste de pudeur ? Mais c'est bien l'effet. Moi, je veux bien les promesses du PC, PS aixois, les commissions extra-municipales... J'en ai connu, dans plusieurs municipalités PC-PS, la vie associative... Des villes différentes, des régions différentes, des traditions différentes, des rapports de force différents, des vécus différents... partiels, certes, très partiels. Tous me laissent sceptique, pas aigri, simplement réaliste.

Pour lancer un tel mot d'ordre, quel est donc le rapport de forces réel sur le terrain à Aix ? Que peuvent imposer avec les masses nos camarades d'Aix ? Je crois que le rapport de force est assez mauvais (cf. le résultat). Or, sans rapport de force favorable qu'arrache-t-on aux municipalités de droite ou de gauche ?

Consultez les camarades communaux dans des villes PC-PS.

Lisez *Trois années au conseil municipal de Massy 93*, écrit par des gens du PSU (quoique très incomplet par rapport à la réalité, il y a des choses intéressantes).

Enquêtez, enquêtez, enquêtez encore.

Mettez tous les camarades à l'enquête, partout et en permanence et centralisez et donnez les mots d'ordre ensuite.

Toutes les idées des masses ne sont pas justes. L'électoralisme n'est pas une idée juste. Il est par contre un danger très subtil, très nocif. Enquêtons, nous parlerons ensuite. Enquêtons, synthétisons et parlons et affinons encore enquêtes et positions. C'est indispensable sinon on se cassera la gueule. C'est pas facile, chiant, long, fastidieux pour certains mais c'est, je pense, indispensable (Cf. Mao Zedong).

Enquêter sur quoi ? Sur tout. Eclectisme, dispersion ? Non. Soyons curieux de tout, attentifs, ayons l'esprit curieux toujours, à chaque instant de la vie (je sais c'est pas facile, le boulot, le quotidien qui crève... mais c'est un état d'esprit à acquérir). Et donnons des priorités à nos enquêtes. Arracher la classe ouvrière au révisionnisme, aux idées de la bourgeoisie ? Comment se manifestent-ils au quotidien ? Si nous ne le savons pas, nos mots d'ordre resteront des vœux pieux.

Unité à la base et dans l'action avec la CGT et le PCF... Qui est ami et qui est ami, qui trompe et qui est trompé. Ce n'est d'ailleurs pas tout blanc ou rouge, les pourcentahes évoluent constamment. Apprenons à connaitre PCF, CGT... et les individus qui les composent. Ne jetons pas un regard global avec des verres pré-teintés. Chaussons les lunettes du matérialisme analytique et décriptons la réalité que notre regard devienne une somme construite d'éléments, d'observations sans cesse affinées.

Nous avons fait des erreurs gauchistes, nous en faisons encore (moi le premier). Essayons de rectifier à 90 degrés et non à 180 degrés. Ne tombons pas dans l'opportunisme. C'est glissant. Hier les militants PCF-CGT n'étaient pas tous mauvais. C'est vrai, nous l'avons reconnu, c'est bien. Aujourd'hui, ils ne sont pas devenus tous bons. C'est faux de le croire. C'est préparer d'autres lendemains qui déchantent. Gardons-nous de l'unilatéralité comme de la peste.

Faisons gaffe aussi à l'électoralisme. Regardez les choses en face ne veut pas dire forcément refaire les erreurs du PCF, ni oublier les leçons du passé, ni être suivistes par rapport aux idées erronnées des masses.

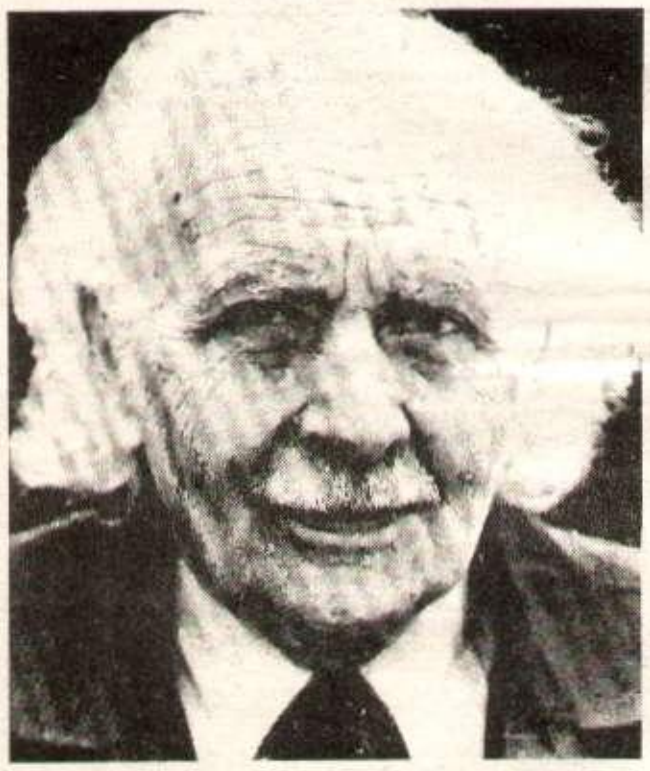
Au travail.

Aragon sous les caméras

Pendant six semaines, tous les lundis à 21 h 40 sur Antenne 2, Aragon parle de son œuvre et de sa vie devant la caméra dans une série intitulée « *Aragon, dits et non dits...* »

Au cours des deux premières émissions, Aragon dissimulait derrière un masque blanc. Est-ce un retour aux jeux surréalistes ?

Au-delà du masque, c'est un homme un peu désabusé qui apparait sur les écrans. Voilà qui a de quoi surprendre si l'on connait un peu l'œuvre et les combats de celui qui, dès 1927, rompait avec le groupe surréaliste pour adhérer au Parti communiste.



NOMBRE de journalistes et de commentateurs affirment qu'Aragon a passé sa vie à se renier dès l'instant où il a quitté le groupe surréaliste (en 1927). Sa vie n'aurait plus été alors qu'une suite d'échecs et de remises en cause. De plus en plus en ce moment, on présente les intellectuels, les écrivains, les artistes qui entendent se mettre au service des travailleurs et du socialisme comme de grands naïfs qui se font manipuler pour des causes perdues. Un livre vient d'être publié dans ce sens là sur les « compagnons de route du PCF », d'autres livres présentent Brecht quasiment comme un fasciste. Il semble que tout soit fait pour enlever aux travailleurs l'espoir de renverser ce système et de construire une autre société. Cela explique l'acharnement mis par certains à dénoncer les artistes et les intellectuels qui dans leurs œuvres exaltent le combat des travailleurs.

Tous ceux qui malmènent Aragon ne le font pas à cause de son attitude actuelle, mais à cause de son passé militant. Ils lui reprochent sa rupture avec le surréalisme et son adhésion au Parti communiste. Et pourtant, s'il faut le critiquer, c'est bien sur la période la plus récente de sa vie. C'est lui qui a contribué à rédiger la résolution du Comité central d'Argenteuil en 1967, sur les problèmes de la culture. Cette résolution qui sert toujours de référence au PCF remet en cause tous les acquis marxistes-léninistes en matière d'art et de culture. Elle prône dans les faits un retour au formalisme et à la théorie de l'art pour l'art. Tout ce contre quoi Aragon s'est battu au moment de sa rupture avec le surréalisme et par la suite. Dès son adhésion au Parti communiste, Aragon a participé à de nombreux combats. Il a dirigé une collection qui publiait les écrivains révolutionnaires soviétiques. L'URSS était alors un pays socialiste. Au sein de l'Association des écrivains et des artistes révolutionnaires, il a contribué à rassembler les intellectuels qui voulaient servir la lutte des ouvriers et des paysans. Au moment du Front populaire, il a tout fait pour unir artistes et écrivains contre le fascisme. Plus tard, pendant la guerre, au Comité national des écrivains, il organisera la résistance intellectuelle, diffusant à la barbe des nazis des écrits (poèmes, romans) exaltant la résistance. Pendant la guerre froide, il défendit de pied ferme les positions du Parti communiste ; en 1950, il écrit *Les Communistes* ; il publie aussi des poèmes contre la guerre en Indochine !

Dès l'instant où il avait adhéré au Parti communiste, Aragon avait complètement transformé sa manière d'écrire renouant avec le réalisme, il s'était mis à écrire des romans (genre vomi par les surréalistes) : *Les Clôches de Bâle, Aurélien, Les Beaux quartiers, La Semaine sainte*. Romans dont le thème principal était la peinture de la bourgeoisie avec comme personnage central un jeune homme ou une jeune femme qui tente de se rapprocher de la classe ouvrière, seul espoir de remettre à l'endroit cette société. Après le congrès des écrivains à Karkhov, en URSS, en 1934, Aragon a popularisé les théories du réalisme socialiste et du romantisme révolutionnaire. Dans *Les Yeux d'Elsa, La Diane française* et *Le Roman inachevé*, il exalte le combat des résistants, renouant avec la tradition des grands écrivins démocratiques, avec le Hugo des *Châtiments*, le tout dans une forme traditionnelle rajeunie et somptueuse. Ecrivain mais aussi journaliste, Aragon dirigea *Ce soir*, journal de grande audience, créé en 1936 pour faire pièce aux fascistes au moment de la guerre d'Espagne. Après la guerre, il dirigea aussi *Les Lettres françaises*, revue culturelle qu'il avait créée pendant la Résistance. Il eut beaucoup de problèmes avec les dirigeants du PCF parce que dans cette revue, il avait dénoncé l'intervention russe en Tchécoslovaquie en 1968 et parce qu'il soutenait les intellectuels des pays de l'Est contre la répression.

« *J'ai gâché ma vie et c'est tout* », dira Aragon dans le dernier numéro des *Lettres Françaises* en 1972. S'il semble avoir perdu espoir dans l'avenir, s'il est revenu au surréalisme, la responsabilité en incombe au reniement du marxisme-léninisme par les dirigeants du PCF. Non, Aragon n'a pas tout gâché. Ce qu'il a fait, en se rangeant aux côtés de la classe ouvrière reste à son actif.

Léon CLADEL

* Les compagnons de Route de Robert Cante chez Laffont.

Le surréalisme :

Ce mouvement poétique est apparu au lendemain de la Première Guerre mondiale, au moment où Freud publiait ses travaux sur l'interprétation des rêves. Il marque une réaction contre le scientisme et l'idéologie positiviste. A la fin du 19e siècle et au début du 20e, régnait l'idée que par son seul développement la science amènerait justice et progrès social. Ce fut la boucherie impérialiste de 14-18 qui arriva. Le mouvement surréaliste qui se voulait révolutionnaire, donnait à l'imagination et au rêve la part principale dans la création littéraire. « Nous sommes la révolte de l'esprit », affirment volontiers les surréalistes. En fait, plus qu'à la société, c'est à la culture bourgeoise qu'ils s'en prennent, essayant d'opérer une subversion au moyen de l'imaginaire. Une des formes des exercices surréalistes étant l'écriture automatique. Les poètes écrivent, procédant par association d'images sans aucun contrôle de la raison.

Pour les surréalistes, la force d'une image vient de la disparité des éléments comparés.

AGEN

Golfech : la lutte continue

VOILA plus de quinze jours que l'enquête d'utilité publique pour le projet nucléaire de Golfech a débuté. Depuis le 22 octobre, les forces de l'ordre sont plus présentes que jamais. Les escadrons de gardes mobiles montent la garde dans les seize communes concernées par l'enquête.

Pourtant, malgré les mousquetons, la population n'a pas désarmé : manifestations et meetings se déroulent ou sont en préparation à Agen, Montauban et Toulouse.

Mais c'est sur le terrain que la mobilisation est la plus forte. Dans plusieurs communes, des permanences journalières sont organisées : à Valence d'Agen et à Auvillar, des contre-mairies annexes ont été installées. Tous les samedis matin, des rassemblements sont organisées devant les mairies annexes.

Et sans nul doute, le rassemblement national des 24 et 25 novembre sera le prochain point fort anti-nucléaire. Le pouvoir quant à lui, ne reste pas inactif. De nombreux manifestants ont été l'objet de tracasseries policières, ce qui laisse supposer de futures inculpations. Aujourd'hui, c'est la provocation ouverte : en témoignent les derniers événements de samedi à Auvillar, où sans raison apparente, les gardes mobiles ont chargé sauvagement les manifestants. Les pouvoirs publics ont choisi les premiers l'escalade dans la violence.

Qu'ils sachent que les populations ne se laisseront pas intimider car, et elles le disent, elles refuseront la centrale de Golfech par tous les moyens.

Aujourd'hui, comme l'a précisé le député-maire de Valence d'Agen, M. Baylet, « *l'illégalité devient un devoir* ».

Correspondant Agen

ŒUVRE D'ARAGON EN VENTE AUX «HERBES SAUVAGES»

POÉSIES EN COLLECTION DE POCHE

– *Il ne m'est Paris que d'Elsa.*
– *La Diane française* (Éditions Seghers).
– *Les Yeux d'Elsa* (Éditions Seghers).
– *Le Roman inachevé* (Éditions Gallimard).

ROMANS OU COLLECTIONS DE POCHE

– *Le Paysan de Paris*
– *Les Clôches de Bâle.*
– *Aurélien.*
– *Les Beaux quartiers.*

En vente à la libraire L

En vente à la libraire *Les Herbes sauvages*, 70 que de Belleville – PARIS 75020 – et au service vente par correspondance des Herbes Sauvages, Livre service, 24, rue Philippe de Girard – PARIS 10e. Libellez vos chèques au nom de la librairie et ajoutez 3 F de participation aux frais de port.

Page réalisée par Yves Lepic

Encore des éleveurs de veaux devant les tribunaux

UNE fabrique de farine pour bétail, la société ORGEX poursuit des éleveurs de veaux devant le tribunal de commerce de Grenoble parce que ces éleveurs ont refusé de payer des factures d'aliments défectueux.

Le tribunal était composé de trois patrons de firmes et les éleveurs sont peu optimistes sur le fait que le scandale soit reconnu. Ils savent qu'entre patrons du bâtiment ou de l'aliment pour bétail, c'est le même monde.

Les quatre éleveurs victimes de la malhonnêteté de cette firme ORGEX étaientt entourés de nombreux autres éleveurs venus de Savoie, de l'Ardèche, de la Drôme et de l'Isère.

Au cours de la conférence de presse qui a eu lieu, plusieurs témoignages accablants ont été donnés sur ls pratiques frauduleuses des firmes fabricant l'aliment pour bétail. L'absence de loi ne permet pas de contrôler les produits fabriqués et livrés.

Ces témoignages ont révélé que ces malversations n'étaient pas le fait que des seules firmes privées, mais aussi de coopératives qui utilisent les mêmes pratiques au nom de l'intérêt des coopérateurs au lieu de l'intérêt privé.

Voici un exemple. Un bon aliment pour veau doit contenir 60 % de spay (lait déshydraté). Quand les cours du veau sont bons, et depuis quelques mois, les fabricants mettent du suif à bas prix, du lacto-sérum ou de l'amidon à la place du spay et ce, jusqu'à 35 %. Il y a ainsi un doublement des bénéfices sur le dos des producteurs dont les veaux ne grossissent pas et même dépérissent. Il n'y a pas de réglement là-dessus parce que ces produits ne sont pas considérés comme toxiques.

Si Wessafic, Orgex, Unilever, Sanders (trusts alimentaires) ont été dénoncés, les coopératives comme la Cana à Ancenis (en Bretagne), Chantegrain, les fermiers savoyards, UFAC, Mamelor, EDCA ont été aussi sur la sellette.

La plupart des éleveurs reconnaissent qu'aujourd'hui, les coopératives c'est comme le privé. Ils reconnaissent qu'ils ne peuvent plus contrôler les comptes que leur présentent les directeurs ou administrateurs de coopératives, et quand il y a conflit, les paysans s'engt eulent entre eux au nom du principe « sauver la coopérative » au lieu de défendre le gars de la base.

C'est pourquoi la lutte développée aujourd'hui pour la défense des éleveurs et des producteurs doit être connue dans toute la France. Elle doit empêcher que des paysans soient chassés de leurs terres par ces firmes. Il faut que tous soient vigilants sur le contenu des contrats d'intégration, en particulier sur la question de la rémunération du travail.

Un grand point de satisfaction, c'est le soutien dans l'Isère de la FDSEA aux côtés du CDJA, de Paysans-Travailleurs et du Comité de liaison des éleveurs intégrés (CLEI).

Adresse pour tout contact : CLEI 36, rue de la Croix-Nivert 75015 Paris.

SNCF A BORDEAUX

Echec à la division

Correspondant Bordeaux

MEYER, directeur de la région SNCF d'Aquitaine, mène depuis plusieurs mois la guerre aux syndicalistes pour leurs activités syndicales. Un exemple parmi d'autres : le secrétaire régional de la CGT a été sanctionné pour avoir distribué des tracts syndicaux dans le hall de la gare Saint-Jean à Bordeaux. Seule la CGT est visée. Mais les cheminots de la région de Bordeaux ne sont pas dupes des manœuvres de Meyer. Celui-ci aurait pu, s'il l'avait voulu, sanctionner pour les mêmes motifs des militants CFDT. En agissant ainsi, le directeur de région vise deux objectifs : dissuader les cheminots de lutter et diviser les organisations syndicales.

Il a dû constater son échec. Car le mardi 30 octobre, plus de 150 cheminots répondant à l'appel de la CGT qui avait reçu le soutien de la CFDT (et à Saintes, celui de la CFDT et de la CFTC) ont envahi les couloirs de la direction régionale aux cris de *« Non aux sanctions ! »*, *« Halte à la répression ! »*.

Meyer a refusé de lever la sanction. Les manifestants se sont rendus en gare de Saint-Jean où ils ont bloqué deux trains pendant cinq minutes. La lutte contre les sanctions continue malgré tous les obstacles.

CLERMONT-FERRAND

Débrayage chez Michelin

LE mardi 6 novembre, plusieurs milliers de travailleurs des usines Michelin de Clermond-Ferrand ont participé à un arrêt de travail de quatre heures et à un meeting, place des Carmes. Ensuite, ils ont été massivement transmettre leurs revendications à des représentants de la direction. Cette action fait suite à celle du 25 octobre dernier (débrayages de deux heures et délégations par service) et entre dans le cadre de la préparation de l'accord d'entreprise. Les revendications principales portent sur les salaires, la réduction du temps de travail et des garanties pour les week-ends et les congés en juillet et août.

A noter : Michelin vient d'annoncer au comité d'entreprise qu'il n'y aurait plus de fermeture annuelle au mois d'août, ce qui était l'usage depuis plusieurs dizaines d'années.

Réunion officielle à Paris le 14 novembre 1979.

Correspondant Clermond-Ferrand

MARSEILLE

Expulsion d'une famille immigrée

Correspondant Marseille Quartier Nord

IL aura fallu onze cars de police pour expulser une famille immigrée de six personnes dans la cité du Plan d'Aou à Marseille. Les familles de la cité, regroupées au sein du comité de locataires, se sont mobilisées dès 8 heures du matin, à l'arrivée de la police et de l'huissier, pour s'opposer à cette expulsion. L'huissier sera séquestré toute la journée.

Dix-sept autres familles sont menacées d'expulsion. Elles connaissent toutes les mêmes difficultés : chômage, maladie. Elles sont dans l'incapacité de faire face à toutes leurs charges de plus en plus lourdes et de payer régulièrement leur loyer. Les élus du PCF, accompagnés d'une trentaine de familles de la cité, sont intervenus auprès de la préfecture.

Ces mesures d'expulsion entrent dans le cadre de la politique actuelle de l'offensive du gouvernement contre le pouvoir d'achat de la masse des travailleurs. A l'heure où patronat et gouvernement licencient à tour de bras dans les entreprises, imposent une hausse de prix généralisée (augmentation des loyers de 6,5 % à 12 %), restreignent les soins aux malades par manque de crédits, limitent le chauffage cet hiver pour les ménages, ce sont bien les intérêts vitaux des travailleurs qui sont en jeu.

Au Plan d'Aou, pour s'opposer à ces mesures répressives d'expulsion, comme partout ailleurs où le gouvernement frappe, c'est la même solidarité agissante, le même soutien de la population qui mettra en échec ces projets.

«LOGEMENT SOCIAL» A PARIS

Bientôt un hôtel trois étoiles aux Halles

Correspondant, Paris

L'AMENAGEMENT des Halles se poursuit, au fil des péripéties politiques et des marchandages avec des groupes financiers. Ainsi un hôtel trois étoiles de 240 chambres sera construit par la société MAB, ainsi que 100 logements de luxe. Cet hôtel sera bâti (fin des travaux en 1983) à l'emplacement prévu dans un projet précédant pour un salon d'exposition et un centre d'antiquaires, qui auront ainsi servi de « paravents culturels » à la course aux profits.

En ce qui concerne les logements « sociaux », il faut rappeler que 190 seulement sur les 300 prévus au départ seraient construits (loyer mensuel d'au moins 1 500 F pour un trois-pièces).

BRETIGNY/ORGE

«Fougerolles, rien n'est réglé»

APRES une grève de six semaines contre les licenciements et la fermeture de l'usine Fougerolle de Brétigny, la direction a engagé une procédure de licenciements auprès de l'inspection du travail. Les négociations sur le maintien de l'entreprise ne sont pas encore engagées.

La solidarité doit continuer : bal de soutien aux travailleurs de Fougerolle dimanche 11 novembre 1979 à Brétigny (Salle des sociétés, place Anatole France, centre de Brétigny) à 15 heures. Au programme : Pastred Termaji (orchestre breton), et un orchestre amateur des travailleurs de Fougerolle.

Organisé par le comité de soutien aux travailleurs de Fougerolle (UL-CFDT, SNI-PEGT, ASTI, PS, PSU, MRG, PCML).

BLOC-NOTES

Abonnez-vous à l'Humanité rouge

Quotidien

	Pli ouvert	Abt de soutien	Pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.

Nom . . . . . .

Prénom . . . . . .

Rue . . . . . .

Commune . . . . . .

Code postal . . . . . .

– Pour changement d'adresse : joindre une bande adresse et 2 F en timbres poste.

COLLECTIF CONTRACEPTION-AVORTEMENT DIJON

Groupes femmes Dijon et Quétigny, Mouvement français pour le Planning familial-Dijon, Confédération syndicale des familles, Union départementale CFDT, SGEN-CFDT, Union générale des fédérations de fonctionnaires-CGT, CGT-Sécurité sociale, PS, LCR, JCR, PCML.

Ce qui existe : La loi de 1975 qui a légalisé l'avortement est un chef-d'œuvre de faux libéralisme :

– Les délais de 10 semaines sont insuffisants pour les démarches ;

– Aucune obligation pour les médecins responsables d'un service hospitalier d'ouvrir un centre d'IVG.

– Obligation d'une autorisation parentale pour les mineures :

– Obligation de séjour pour les étrangères.

Aucun effort sérieux d'information sexuelle ou d'aide à la contraception n'a été accompli.

Ce que nous voulons :

– Une véritable information sur les méthodes contraceptives ;

– Supprimer l'utilisation abusive de la clause de conscience : garantie d'un service public répondant aux besoins ;

– Dépénalisation de l'IVG (abrogation de la loi de 1920) ;

– Liberté de recours à l'IVG y compris pour les mineures et les immigrées ;

– Avortement, contraception gratuits, remboursés par la Sécurité sociale.

Pour parler avec nous, pour nous donner votre avis, pour lutter avec nous, le collectif contraception-avortement de Dijon vous invite à participer à un THEATRE-FORUM avec le Théâtre de l'Opprimé sur le thème « Avortement » suivi d'un débat public.

MJC CHENOVE LE 9 NOVEMBRE A 20 H 30

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM . . . . . .

PRENOM . . . . . .

Lieu de travail . . . . . .

Adresse . . . . . .

Code postal . . . . . .

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 – 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1979

DISCRIMINATION RACIALE A RODEZ

«Pourtant, c'est une ville si calme»

« Pourtant, Rodez, c'est une petite ville calme ». Qui aurait pu penser que cette ville de 35 000 habitants, peu industrialisée, avec sa cathédrale, sa place d'arme et ses rues pavées, ses petites rues rénovées, ses fontaines modernes, son maire RPR, aurait pu être le théâtre de tels actes ? Et pourtant si, il faut bien se rendre à l'évidence, cela se passe et même, ce n'est pas nouveau. Ce qui est nouveau, c'est... Mais au fait, que s'est-il passé le vendredi 19 octobre au soir ?

« *VOUS avez une place à l'intérieur ? » — Attendez, il y a trois ratons qui vont déguerpir »*, répond le serveur. Cela se passe au PMU, un des plus beaux cafés de Rodez. Ce soir-là, vers 9 heures, des immigrés sont entrés.

« On est venu pour boire, comme tout le monde ». Plusieurs fois, le patron passe, le serveur sert les tables tout autour. Une, deux, trois fois, les Algériens demandent qu'on les serve, sans succès. Trois quarts d'heure après, un de leurs compatriotes entre lui aussi dans le café. *« Écoute, frère, ne t'assois pas, on ne veut pas nous servir ». « J'aimerais bien voir ça, ils n'ont pas le droit »*. Lui aussi essaye, mais en vain. En dernière ressource, il va prévenir le patron : *« Si vous ne nous servez pas, j'appelle la police »*. C'est le nombre des clients qui empêche le patron de sortir les immigrés car contrairement à son habitude, il ne fait rien.

Les flics prévenus d'une bagarre imminente arrivent et... donnent raison au patron. Ils sont restés dehors pour ne pas faire du tort à l'établissement, personne ne les voit. Ils vont repartir. Et soudain !! L'incroyable se produit ; ce qui ne s'est jamais passé arrive : Ali H. s'avance au milieu de la salle et, calme, s'adresse à tous : *« Je demande à toutes les personnes de bonne foi de quitter ce café pour témoigner leur indignation... »*.

Le patron se jette sur lui, suivi de près par des serveurs et quelques jeunes fascistes présents ce soir-là, mais c'est fini, tout ce qu'ils feront ne pourra arrêter la machine. Elle s'est mise en route et ce ne sera plus comme avant ; comme ce soir-là où Mohamed, qui allait chercher des cigarettes, s'est fait sauvagement agresser par le patron et des serveurs ; ou ce jour au bowling, quand le patron du PMU donna l'ordre à ses gorilles de tabasser quatre immigrés. On pourrait ajouter des dizaines de démoignages. Ils ne pourront plus les vider comme ils ont essayé ce soir-là, oui, essayé, car au moment où Ali se fait agresser, vingt, trente, quarante personnes se lèvent dans le café, s'interposent entre les Algériens et les racistes, crient ensemble : *« Servez-les, servez-les »* et vont témoigner au commissariat pour soutenir les quatre immigrés.

Mais ce qui s'est passé ce vendredi, ce n'est que le commencement ; une plainte a été déposée par les quatre Algériens pour agression et refus de servir à boire. Trente-cinq témoins les soutiendront et déjà un comité de soutien va se créer regroupant toutes les organisations progressistes de la ville.

Bien sûr, le patron et ses amis (il en a et de hauts placés) feront tout pour étouffer l'affaire : ils ont déjà trouvé des contre-témoins. Bien sûr, les flics feront tout pour décourager les immigrés dans leur action, allant même jusqu'à accuser Ali H. d'outrage à agent (parait-il, il avait appelé les flics pour rien) et faisant du chantage sur la carte de séjour. Mais cela n'enlèvera rien aux perspectives offertes désormais à Rodez.

Face à la campagne gouvernementale contre les immigrés orchestrée par les lois Barre-Bonnet-Stoléru, (expulsions des foyers Sonacotra, refoulements, etc.) aux actes racistes, un mouvement d'ampleur nationale s'imposait et continue à faire tache d'huile. Les derniers événements survenus à Rodez nous montrent que beaucoup de personnes sont prêtes à y participer.

La solidarité Français-immigrés, elle se concrétise enfin dans notre ville.

DEPUIS ces derniers événements, il ne se passe pas de jour sans voir dans la presse locale des prises de position d'organisations en faveur des immigrés.

— Une conférence de presse regroupant les plaignants et les témoins a eu lieu le samedi 20 octobre. Les travailleurs immigrés venus nombreux ont apporté leurs témoignages aux journalistes de quatre journaux locaux.

Puis, une réunion a été mise sur pied appelant les organisations démocratiques et antiracistes de Rodez. Vingt-huit organisations (dont le PCML et la JCMLF) répondirent à l'appel pour discuter du contenu d'un tract dénonçant les actes racistes du PMU et demandant la fermeture de celui-ci.

Bien que les dirigeants locaux du PCF et de la CGT, présents au début de la réunion, refusèrent de signer et partirent : « Nous ne voulons pas signer à côté d'organisations irresponsables, ou qui ont sur le plan nationale une politique incohérente à propos des immigrés », c'est sans heurts importants que fut arrêté un texte de tract (ci-joint).

Nous avons d'autre part formé deux commissions qui permettront de mener une lutte conséquente, dans l'affaire du PMU, et aussi à propos de tous les actes racistes sur Rodez :

— La commission « juridique » chargée de constituer un dossier sur le tribunal et la commission « animation, et actions » chargée d'organiser des distributions de tracts, fête Français-immigrés, stands sur les marchés, etc.

Il a été proposé d'autre part la création d'une section de l'ASTI (Association de soutien aux travailleurs immigrés) qui pourra permettre une popularisation et un soutien aux niveaux régional et national.

Bien que le texte du tract et les actions présentes aient limité l'objectif aux actes racistes du patron du café « le PMU », l'Association entend bien populariser toutes les luttes qui se déroulent au niveau national et apporter sa contribution au mouvement antiraciste de soutien aux travailleurs immigrés.

Correspondan HR Rodez

Conférence de presse des immigrés le samedi 20 octobre

Discrimination raciale au café PMU, place d'Armes

VENDREDI 19 octobre 1979, quatre Maghrébins entrent au café du PMU à Rodez. Ils attendent près d'une heure et demie mais la direction refuse de les servir. Le commissariat de police est appelé, deux agents arrivent mais refusent d'intervenir. *« Il y a d'autres bistrots à Rodez pour les Arabes. S'il ne veut pas vous servir, c'est son droit, il fait ce qu'il veut »*, disent-ils.

Un des Maghrébins prend la salle à témoin. Le patron (M. Asmaker) tente de l'expulser. De nombreux clients interviennent alors. Trente-trois témoins se sont rendus ensuite au commissariat pour faire leur déposition à ce sujet. Une plainte pour « discrimination raciale » a été déposée contre M. Asmaker.

Cette affaire a permis de découvrir qu'auparavant de nombreuses actions racistes s'étaient déjà produites dans ce café :

— Il y a un mois, un Marocain était venu acheter des cigarettes ; après que le patron lui ait signalé qu'il n'y en avait plus, M. repartait quand il fut sauvagement agressé par Asmaker et ses serveurs et battu jusqu'au sang. Une plainte a été déposée à ce sujet.

— Auparavant, un Algérien, en compagnie d'un ami français, s'était rendu au PMU. Ils avaient commandé deux cafés : un seul fut servi et les deux amis furent obligés de repartir.

— Quand les Maghrébins sont servis, le café passe bizarrement à 4 F.

Nous nous interrogeons sur le refus de dresser constat, sur le refus d'intervention des représentants de la police ce vendredi soir là ! Nous nous interrogeons également sur leur réticence à consigner les témoignages immédiatement.

Et que sont devenues les plaintes précédemment déposées ? Quel sort leur a-t-il été réservé ?

Suite à ces faits, les organisations soussignées se sont rencontrées et demandent :

— A Monsieur le préfet de l'Aveyron la fermeture administrative immédiate du « Café des Armes » en application de l'article L 62 du code des débits de boissons ;

— A Monsieur le maire de Rodez la fermeture administrative immédiate du « Café des Armes » en application des articles L 131-2 et L 132-8 du code des communes ;

— A Monsieur le président du Syndicat des hôteliers et restaurateurs du département de l'Aveyron de dénoncer officiellement l'attitude de M. Asmaker et de le rayer des membres du syndicat qu'il représente ;

— Que soit retirée à M. Asmaker la représentation du PMU, du Loto et de la Régie des tabacs ;

— Que soient appliquées les mêmes mesures à tout autre établissement qui adopterait la même attitude que M. Asmaker.

Quant à nous, nous resterons vigilants.

Étaient présents :

CFDT-SNI-FEN-PS-CSCV-UFC-Que Choisir ?- Ligue des droits de l'homme-PCML-JCMLF-Comité Larzac Rodez-Groupe femmes-Syndicat de la médecine-IEO-MAN Rodez-MRAP Toulouse-UPF-Libre pensée-Union des élus socialistes et républicains-Amicale des Algériens.

Ces organisations appellent à une soirée de soutien pour informer sur les actes racistes de Rodez :

Le vendredi 9 novembre à la salle du centre social des Quatre saisons (Rodez)

— Suivie d'une fête avec la troupe algérienne d'Azi Madjar et de « Chemins des vignes » (groupe folklorique occitan).